



L'ARABIE SAOUDITE :
DU PARADOXE A LA TOURMENTE



Mémoire de géopolitique du Chef d'Escadrons ROGE
dans le cadre du séminaire
" Géopolitique du Proche et Moyen-Orient "

Directeur : Monsieur Aymeric Chauprade

Mars 2004

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
I. Le royaume du livre et de l'épée	5
A. Géographie des lieux	5
1. Géographie physique	5
2. Géographie humaine.....	6
B. Un état bicéphale : entre wahhabites et saoud	7
1. Aperçu historique	7
2. Le wahhabisme : un islam belliqueux	9
3. Un régime aux aspects dictatoriaux.....	11
II. 1979 : année charnière de la révélation d'une antinomie.....	14
A. La révolte de la Mecque.....	14
B. Le piège afghan.....	17
III. Aujourd'hui : une situation intenable à terme	20
A. La voie dissonnante des oulémas	21
B. Des officiels saoudiens embarrassés	23
C. Une solution américaine : dissocier pétrole et islam.....	26
1. L'enjeu du Hassa'a	26
2. Les autres alternatives stratégiques	27
3. Une nébuleuse financière mise à jour.....	28
CONCLUSION : UN ENJEU PLANETAIRE.....	31
BIBLIOGRAPHIE.....	34

INTRODUCTION

Le séisme qu'ont provoqué les attentats du 11 septembre à New-York et Washington est né de la haine portée à l'Occident par une secte islamique qui prétend, en s'appuyant sur sa lecture et son interprétation des références coraniques, incarner l'orthodoxie sunnite, la seule et la vraie religion musulmane. Regroupée autour de l'organisation Al-Quaïda ("la base") dont un dissident saoudien, Oussama Bin Laden, est le chef militaire et le guide spirituel, cette secte ne rencontre pas de véritable opposition argumentée et résolue, auprès des religieux de l'islam, en dépit des condamnations convenues et des communiqués de circonstance émanant des chefs d'Etats ou des instances islamiques.

Ne nous cachons pas l'amère vérité : la timidité des oulémas¹ et le discrédit des dirigeants politiques du monde musulman ont permis à Bin Laden d'apparaître comme le grand chef politico-religieux de l'islam. Le guérillero illuminé d'une secte marginale est en passe de devenir le porte-parole de l'une des grandes religions de l'humanité. Par son long combat contre l'armée soviétique en Afghanistan puis les attentats extraordinairement audacieux et spectaculaires qu'il a organisés au cœur des Etats-Unis, il a acquis une notoriété sans égale et tient désormais le rôle d'ennemi principal du monde occidental en général et de l'Amérique en particulier.

Leur duel ne peut s'achever que par la victoire de l'un et la défaite de l'autre. Mais pour que la déroute de Bin Laden, qui est hautement vraisemblable, ne soit pas celle de l'islam tout entier, il est urgent que les dirigeants spirituels de celui-ci se désolidarisent de façon nette et incontestable de son entreprise de djihad planétaire. Or, si l'Occident tient le chef d'Al-Quaïda pour un génie du mal, de larges couches du monde arabo-islamique le considèrent comme un héros défendant leurs justes revendications.

¹ Oulémas est le pluriel de a'alem qui signifie : un homme de science. Les religieux se sont emparés de ce terme à leur profit pour désigner les docteurs de la Loi islamique.

Pour mesurer et conjurer la menace qui plane sur le monde, il convient de se tourner vers l'Arabie Saoudite, patrie de Bin Laden, et son idéologie officielle, le wahhabisme, dont il est imprégné et dont il pousse la logique à son terme : un terrorisme planétaire. Comment ignorer que cet islam simpliste, belliqueux et totalitaire, est profondément enraciné et de plus en plus exporté, et que, le jour où Bin Laden disparaîtra, la relève est assurée ? Peut-on freiner ou arrêter cette redoutable contagion de la haine ? Comment les Etats-Unis vont-ils traiter un allié dont les oulémas exaltent et financent la guerre totale menée contre eux ? Comment neutraliser un pays dont le sous-sol recèle le quart des réserves mondiales d'or noir ? Telles sont quelques-unes des questions qui se posent désormais à l'Occident.

Après avoir présenté le cadre géopolitique de l'Arabie Saoudite, notamment dans sa dimension duale, nous détaillerons deux événements qui ont marqué les premiers signes ostensibles du paradoxe inhérent au régime saoudien. L'émergence de cette contradiction entraîne une dynamique intenable à terme.

I. LE ROYAUME DU LIVRE ET DE L'EPEE

A. GEOGRAPHIE DES LIEUX

D'une superficie de 2.150.000 Km² soit environ quatre fois la France, L'Arabie Saoudite présente 2410 Km de façades maritimes sur la mer Rouge et le Golfe arabo-persique. Sa population est estimée à environ 21 millions d'habitants.

1. GEOGRAPHIE PHYSIQUE

La péninsule est un socle ancien qui, de la faille abrupte de la mer Rouge bascule doucement vers l'Est pour se terminer sur un glacis sédimentaire qui borde le Golfe Arabo-persique. D'Ouest en Est, on trouve donc successivement l'étroite bande côtière de la mer Rouge, les hautes terres de l'Asir et du Hedjaz qui culminent à 2000 mètres et qui s'abaissent par le plateau du Nedj vers les plaines sédimentaires du Hassa, en bordure du Golfe. Le Nedj, aride et sec se prolonge au Nord par le désert du Grand Nefoud, est bordé dans sa partie orientale par les dunes d'al Dhana et s'affaisse au sud sur la plaine sédimentaire qui s'est considérablement élargie dans le désert du Roub al Khali. Les ressources pétrolières se trouvent donc en bordure du Golfe et dans le désert du Roub.

Traversée par le tropique du Cancer, le climat de la péninsule arabique est sec et chaud sur le plateau : à Riyad situé à 600 mètres d'altitude les températures montent jusqu'à 45° en été pour descendre à 15° en hiver. En revanche, sur le littoral l'humidité est très élevée : ainsi à Djeddah le degré hygrométrique est de 90% avec des températures accusant des contrastes moins importants de 40° l'été à 25° l'hiver. Les ressources en eau sont néanmoins réduites. Les réserves évaluées à 270 milliards de mètres cubes sont d'ores et déjà très insuffisantes alors qu'une partie d'entre elles provient de gisements géologiques non renouvelables.

L'Arabie Saoudite est par excellence le pays de l'or noir. Son sous-sol recèle les réserves prouvées les plus importantes de la planète avec 261,5 milliards de barils.

Sa production est également la plus importante dans le monde avec 7841 b/j en 1996².

Avec des réserves prouvées de 189000 milliards de m³ de gaz non associé, l'Arabie Saoudite se trouve au quatrième rang des pays de la zone Golfe-Croissant Fertile.

2. GEOGRAPHIE HUMAINE

Traditionnellement, le pays se divise en sédentaires, commerçants, agriculteurs et artisans implantés sur la bande côtière de la mer Rouge, et en bédouins nomades des plateaux et des déserts. Pour contrôler ces pasteurs, guerriers intrépides et mobiles, Ibn Saoud les a regroupés au sein de fraternités, les ikhwan qu'il a stabilisé à partir de 1910 dans des communautés fixes, agricoles et militaires, les houjar. Cette sédentarisation qui impliquait une autarcie alimentaire dans le cadre strict et austère du wahhabisme avait pour but de discipliner les bédouins et de canaliser leurs habitudes de razzias. Ibn Saoud utilisera alors les ikhwan pour conquérir le djebel Chammar, fief de la famille rivale des Ibn Rachid puis le Hedjaz, berceau des hachémites et enfin l'Asir relevant de l'imam du Yémen. Cependant, les ikhwan cherchaient toujours à atteindre la vallée de l'Euphrate pour faire boire leurs troupeaux. Pour éviter une réaction des britanniques, protecteurs des hachémites installés en Transjordanie et Irak, le roi les élimina en 1929.

La monarchie saoudienne a par la suite poursuivi sa politique de sédentarisation. Il n'existe pratiquement plus de nomades au sens propre du terme mais l'esprit demeure chez nombre de bédouins. Leurs familles sont désormais installées dans des maisons en dur mais ils exercent souvent des professions qui permettent une certaine mobilité, comme chauffeurs routiers ou conducteurs de taxis, à l'exclusion de métiers manuels qui seraient contraires à leur sens de la dignité et de l'honneur.

La population a doublé de 1980 à 1995, passant de 9 millions d'habitants à 19 millions mais le taux de croissance démographique a dans le même temps régressé de 5,2% à 3,7%. Ainsi, la population ne sera à nouveau multipliée par deux qu'en

² Les réserves de l'Arabie Saoudite seule sont estimées à 25%, les réserves des autres pays de l'OAPEP à 37%, les réserves des autres pays à 38%.

2020, pour atteindre 40 millions d'habitants. L'urbanisation passée de 67% en 1980 à 79% en 1995 progresse continuellement.

Avec une proportion de population de moins de quinze ans supérieure à 40%, les taux de scolarisation, 75,5% dans le primaire et 48,5% dans le secondaire réservent un avenir inquiétant pour le pays, d'autant que les femmes sont soumises à ségrégation pour des considérations religieuses. En 1995, 50% seulement de femmes étaient alphabétisées contre 71% pour les hommes et 8% d'entre elles, chiffre très faible, étaient actives. Cependant, tout effort quantitatif en matière d'enseignement devra être accompagné de mesures qualitatives destinées à mieux ajuster la ressource humaine au marché du travail.

L'évolution de la population active entre 1980 et 1995 est à cet égard significative : En 1980, 33% des Saoudiens étaient au travail. Ce chiffre devait retomber à 31,5% en 1995 tandis que le taux de croissance de l'économie dans le même temps régressait de 0,7%. L'Arabie Saoudite est donc contrainte d'utiliser de la main d'œuvre étrangère qui, en 1992 représentait environ 28% de la population autochtone.

Le gouvernement saoudien a pris conscience du problème et a lancé une réforme du système de formation ainsi qu'un programme de saoudisation consistant à remplacer la main d'œuvre immigrée par des nationaux. M. Al Sinani, ministre des affaires sociales a ainsi affirmé en mai 1998 que 161700 immigrés seraient remplacés dans le secteur des services par des Saoudiens, soit 115700 employés, 35000 dans les métiers du commerce, 15900 dans la construction et 18000 dans les fonctions de direction. Il est clair que cette politique est également destinée à combattre le sous-emploi. Selon les estimations officielles, le chômage touchait 659900 actifs en 2000, soit 28,8% de la population totale.

B. UN ETAT BICEPHALE : ENTRE WAHHABITES ET SAOUD

1. APERÇU HISTORIQUE

L'Arabie Saoudite est née en 1744 de la rencontre entre l'épée d'un chef de tribu, Ibn Saoud, et le verbe d'un imam inspiré, Ibn Abd-al Wahhâb. Celui-ci avait reçu de

son père l'enseignement d'un islam très doctrinaire, tradition qui remonte vers 850 à Ahmed ben Hambal³, réactivée vers 1300 par un imam d'origine syrienne, Ibn Taïmiya. Cet islam très strict avait réussi à s'introduire dans la population bédouine mais l'absence de soutien politique aboutissait chaque fois à sa dislocation. En revanche, cette fois, l'association d'un religieux au grand charisme et d'un régime militaire et politique, permit la création d'une base solide et durable avec, en particulier, l'adoption du Wahhabisme comme religion d'État. L'un s'occupait de prosélytisme et réussissait à souder la société, l'autre assurait la protection et l'expansion territoriale. Pendant des générations le pacte se poursuivit entre la famille saoudienne et le wahhabisme; les autorités religieuses instituèrent le djihad contre les tribus jugées infidèles, permettant à la razzia d'avoir une finalité religieuse et politique. Peu à peu, toute l'Arabie centrale (le Nedjd) fut unifiée.

Puis, les Saoudiens envahirent rapidement la région Est (l'Hasa) peuplée d'"hérétiques", les chiites, et les obligèrent à adopter le Wahhabisme. La région Ouest, tenue par un émir de La Mecque, était occupée par les Ottomans. Les batailles pour la possession des Lieux Saints furent sanglantes, le régime saoudien faillit s'écrouler mais, grâce à l'intelligence du roi Ibn-Séoud, la situation se retourna. En 1924, le Hedjaz et les Lieux saints furent repris et une province du nord du Yémen, l'Asir, fût annexée. Ainsi le wahhabisme, resté dans le cœur des tribus, fût rapidement restauré grâce à ce roi qui régna de 1902 à 1953.

Deux pouvoirs parallèles avaient chacun leur spécificité : le roi pacifiait les tribus nomades et se chargeait des relations extérieures ; le chef religieux, qui était lui au contact de la population, surveillait l'observance des règles de la charia⁴ revues par le wahhabisme (vêtement, barbe, prière cinq fois par jour à la mosquée...). Rapidement furent créées une police et une justice religieuses qui existent encore de nos jours. Ainsi le wahhabisme prit-il les formes d'un islam intolérant.

³ Ahmad Ibn Hanbal (780-855) est à l'origine du hanbalisme, école fondamentaliste reposant sur des rites piétistes. C'est l'une des quatre écoles de l'Islam sunnite. Elle préconise une interprétation littérale du Coran et de la sunna (la tradition). Les trois autres écoles sont : le hanafisme (courant le plus libéral), le malékisme (fondé par l'imam Malek Ben Anas qui admet la notion d'interprétation personnelle) et le chafisme (fondé par l'imam Mohammad Ben Idriss Al Chafei, qui associe traditionalisme et interprétation).

⁴ Il est à noter que la seule Constitution de l'Arabie Saoudite est...le Coran.

2. LE WAHHABISME : UN ISLAM BELLIQUEUX

L'association étroite d'une dynastie parallèle de religieux au pouvoir politique qui caractérise l'Arabie est sans aucun équivalent dans le monde sunnite. On y a souvent vu en revanche des gouvernants molester de vénérables imams dont les remontrances leur déplaisaient, tels Bin Hambal ou Ibn Taïmina. Jamais les Saoud, quel que fût le désaccord du moment n'ont malmené les héritiers du Réformateur. Ils leur ont même souvent attribué des responsabilités financières, se souvenant sans doute qu'à l'origine, Mohammed Bin Abdelwahab avait pour fonction de répartir le butin.

Les fatwas de l'imam wahhabite, que le protocole place à la droite du souverain, sont considérées comme infaillibles puisqu'elles ne font que traduire l'enseignement du Prophète. Cette fonction revient aux descendants et parents du Réformateur, dont la famille porte le nom d'Al-Elcheikh. Ils forment une véritable dynastie religieuse. Abdallah Bin Abdellatif Al-Elcheikh a été imam de 1902 à 1921, son frère Mohammed lui a succédé durant la décennie suivante, et Mohammed Bin Ibrahim Al-Elcheikh a "régné" de 1932 à 1969. A cette date, un ouléma qui n'appartenait ni à la dynastie ni à l'aristocratie bédouine mais qui passait pour un saint, cheikh Abdelaziz Bin Baz, a été promu au poste suprême. Il devait le conserver vingt-neuf ans.

Le "Vatican wahhabite" exerce son pouvoir par le biais d'une trentaine d'institutions. La première en dignité est le Comité des grands oulémas qui comportent dix-sept membres ; il tient un conclave annuel et décrète des fatwas que le pouvoir politique utilise pour faire connaître des positions qu'il ne souhaite pas assumer officiellement. Ainsi, en 1981, le colonel Kadhafi avait critiqué le roi Khaled accusé d'avoir autorisé les Américains à se servir d'avions AWACS pour espionner les Arabes. Le Comité avait alors prononcé une fatwa le condamnant sévèrement. Saddam Hussein a eu également droit à quelques fatwas corsées après l'invasion du Koweït. Le soutien au pouvoir politique saoudien va de soi.

La hiérarchie wahhabite organise l'endoctrinement et l'embrigadement de la société, notamment à travers le réseau incroyablement dense des trente-cinq mille mosquées que possède ce pays de guère plus de vingt millions d'habitants. La direction wahhabite nomme les magistrats, l'armée des prédicateurs, contrôle la milice oppressive et omniprésente des moutawa'a. Rien ne lui échappe. Les membres de la

haute hiérarchie wahhabite sont désignés par un système complexe où le pouvoir politique intervient rarement sans cooptation entre religieux.

Les oulémas wahhabites se considèrent comme les associés historiques de la dynastie. La famille royale les a toujours traités comme tels et les a fait largement profiter de la rente pétrolière en subventionnant avec générosité tous leurs projets. En outre, un décret du roi Khaled permet aux Saoudiens de verser la moitié de leur zakate, soit 1,25% de leurs revenus aux œuvres de leur choix, l'autre moitié étant destinée au Trésor public. Les princes et les riches commerçants se montrent tout aussi généreux. Le budget annuel de la seule "Association de bienfaisance de Riyad" dépasse cinquante millions d'euros. On estime généralement que les wahhabites contrôlent un budget annuel de plus de dix milliards d'euros à travers plusieurs ministères et les institutions qu'ils dirigent.

Le cheikh Abdelaziz Bin Baz exerça ses fonctions de "pape du wahhabisme" durant une période exceptionnellement longue. Frappé de cécité totale à vingt ans, il était tenu pour un saint par la population, et ses obsèques en mai 1999 rassemblèrent près d'un million de Saoudiens. Le roi, qui trois mois plus tard ne se déplaça pas pour assister aux obsèques de son fils aîné, était présent, flanqué de la famille royale au grand complet. Bin Baz avait joué fidèlement le rôle de bouclier de la dynastie. Jeune prédicateur dans les années 40, il s'était heurté au pouvoir et s'était vu abandonné de ses pairs. Faisant l'expérience de la prison l'espace d'une nuit, il fut libéré par la population soulevée en sa faveur. A-t-il compris alors que mieux valait transiger avec le régime et ne pas chercher à l'affronter ? Son objectif, maintes fois proclamé, était d'éviter la guerre civile ; en effet, il considérait que toute opposition conduit nécessairement à l'affrontement et à la révolte ; il invoquait souvent le précédent des kharidjites qui, dans l'histoire de l'islam, furent par leurs révoltes à la source de grands malheurs. En revanche, Bin Baz tolérait une opposition allant jusqu'à la désobéissance civile et le refus de payer l'impôt. La différence entre les deux attitudes est majeure : seule la rébellion est punie de mort. Parfois, la pilule étant trop amère, Bin Baz renâclait à émettre une fatwa à la demande du régime ; il était de cœur avec les wahhabites les plus militants.

Pour le wahhabite, la Vérité réside dans une lecture littérale du Coran pris dans son sens le plus étroit. Il abomine toute tentative d'ijtihad (interprétation des textes

sacrés). Tout musulman de bonne foi doit se rallier avec enthousiasme à cette conception de la religion. Ceux qui lui résistent, rebelles à la Vérité, sont des apostats passibles en terre d'islam de la peine de mort et dont les biens peuvent être confisqués et distribués aux vrais fidèles. Pour eux, toute critique du wahhabisme est synonyme d'une intolérable critique de l'islam. Quand Abdelwahab imposa ce crédo simpliste, l'islam avait connu son âge d'or et avait somptueusement contribué à la civilisation. Il avait brillé par ses penseurs, ses savants et ses poètes. Mais par définition, un intégrisme n'évolue guère, l'immobilisme étant en quelque sorte sa fierté et sa raison d'être. Le wahhabisme ne regarde que dans le rétroviseur et il refuse de quitter la tutelle des ancêtres pour voler de ses propres ailes. Il se caractérise par un refus obstiné de puiser ses références au-delà du troisième siècle après l'Hégire.

De même que les créationnistes américains refusent Darwin et l'évolution, les wahhabites n'ont jamais admis que la terre était ronde.....En outre, nous ne développerons pas ici deux des aberrations majeures du wahhabisme qu'il convient cependant de citer : le devoir de haïr Chrétiens et Juifs ainsi que le maintien d'une condition féminine proche de l'esclavage.

3. UN REGIME AUX ASPECTS DICTATORIAUX

En Arabie Saoudite, quiconque n'appartient pas à la famille royale se voit dicter son comportement dans les moindres détails par les religieux. L'encadrement de la société est total. L'enseignement religieux prime tout le reste. Sur environ trente-cinq heures de cours par semaine, quatorze sont consacrées à l'étude de l'islam dans sa version wahhabite, répartie sur sept disciplines.

La vie quotidienne des Saoudiens qui ne sont ni dévots ni princes est privée de tout ce qui en fait l'agrément pour la plupart des hommes. Il est formellement interdit de fumer, de voir des films, d'acquérir ou d'exposer des objets d'art. Les chansons ? " Elles entraînent les hommes à commettre des fautes graves et multiples, à connaître l'amour et l'adultère, l'homosexualité et d'autres péchés tels que la consommation d'alcool, le jeu et les mauvaises fréquentations ". La musique ? " Elle

contribue à rendre les cœurs malades, à les endurcir et à les éloigner de la prière "⁵. Les distractions manquent. Le régime a tenté de distraire la population en favorisant le football, mais l'humiliante défaite de l'équipe saoudienne à Séoul, où elle encaissa huit buts face aux Allemands, a provoqué un tel malaise qu'il a fallu promettre d'enquêter sur les raisons de l'échec.

Privés de plaisirs profanes, les jeunes sont invités à " profiter de leurs vacances pour approfondir leur connaissance du Coran, source de bonheur pour tous les musulmans ". Les policiers religieux, aujourd'hui comme hier, veillent à ce que les passants ne négligent pas l'appel du muezzin et les promeneuses ne montent pas leurs jambes plus haut que la cheville. Car il est écrit dans le Coran : " vous ordonnez ce qui est convenable, vous interdisez ce qui est blâmable, vous croyez en Dieu ". C'est pour appliquer ce verset que la sainte milice encadre et surveille la population, traque les vendeurs ou consommateurs d'alcool, contraint à l'observation des cinq prières quotidiennes en pointant la liste nominative des habitants du quartier ; bref quadrille la société avec autant d'efficacité que le Big Brother d'Orwell.

La radio-télévision tient une place particulière dans le matraquage idéologique de l'opinion. Sous le règne de Fayçal, l'un de ses neveux, le prince Khaled Bin Messaed, se fit tuer en tentant de prendre d'assaut avec une poignée de partisans l'immeuble abritant cette invention diabolique. Au lendemain du drame, les oulémas arrachèrent des concessions au souverain : les émissions seraient encadrées par des versets du Coran et s'arrêteraient pendant les cinq prières. Les films laïques, érotiques ou politiques seraient remplacés par des émissions pieuses. Les présentateurs de la météo, après toute prévision, ajouteraient " Si Dieu le veut bien ". Après avoir contrôlé la première radio créée dans le royaume, les wahhabites en créèrent deux à vocation strictement religieuse, la " Radio du Coran " qui émet depuis Riyad et la " Voix de l'islam " à Jeddah.

Aujourd'hui, les oulémas tout comme les opposants tirent admirablement parti de la radio-télévision. Usant du matériel le plus moderne, ils sont des grands usagers d'Internet et il existe de part le monde un nombre impressionnant de sites islamistes. Toutefois, l'accès au " net " est étroitement contrôlé par le pouvoir et un nombre

⁵ Bin Baz, Maoussouat fatawas Bin Baz (" Recueil des décrets de Bin Baz "), tome III, P 423 et 434.

considérable de sites sont interdits pour des raisons politiques ou d'" incompatibilité avec les bonnes mœurs ".

L'enseignement est également figé, les programmes n'ont que peu évolué depuis 1953. Le ministre de l'éducation, Mohammed Al-Rachid, reconnaît lui-même que le système n'est pas adapté aux exigences du temps contemporain. Une commission formée en 1996 pour moderniser les programmes et dotée à cet effet d'un crédit de 13,3 millions de dollars s'est aussitôt divisée entre intégristes et libéraux. Le ministre de l'enseignement supérieur, Khaled Al-Ankari, défend le système scolaire tel qu'il est et considère que le wahhabisme est une doctrine réformatrice et positive. Les jeunes saoudiens sont dissuader d'aller étudier en terre impie. Le Grand Mufti souligne les dangers des annonces que publient les agences de voyages organisant des vacances scolaires en Europe ou aux Etats-Unis. " La participation à des soirées musicales, l'assistance à des pièces de théâtres...la fréquentation des bars, la danse avec les filles impies...tout cela vise à atteindre des objectifs dangereux et à œuvrer pour faire dévier du bon chemin la jeunesse musulmane...à pervertir l'éducation de la jeunesse pour qu'elle succombe au péché...à pousser le musulman à douter de sa foi, à encourager les sentiments d'admiration pour la civilisation des impies...à entraîner le musulman à adopter leurs traditions et mauvaises mœurs...à prendre l'habitude de ne pas se soucier de la religion et de ses enseignements. C'est pourquoi j'invite mes frères musulmans d'Arabie et de tous les pays d'islam à ne pas se laisser tromper par ces programmes qui sont un poison confectionné par les ennemis de l'islam, visant à détruire la foi des musulmans et à semer le doute dans leur doctrine "⁶.

D'autres aspects mériteraient d'être soulignés, tel les habitudes de vie quasi-despotique d'une famille princière abondamment entretenue par la rente pétrolière au détriment du développement du pays. Il convient néanmoins de signaler qu'une certaine tendance à la modération se fait jour, notamment par l'intermédiaire du prince Abdallah ; en effet, celui-ci a créé en 2000 un Conseil de la dynastie pour surveiller le comportement de la famille royale et, si faire se peut, modérer ses excès....

⁶ Bin Baz, op.cit., tome V, p 390.

II. 1979 : ANNEE CHARNIERE DE LA REVELATION D'UNE ANTINOMIE

A. LA REVOLTE DE LA MECQUE

Neuf mois seulement après le triomphe de la révolution khomeiniste en Iran le 20 novembre 1979, premier jour de l'an 1400 selon le calendrier islamique, un groupe armé composé de plusieurs centaines de combattants accompagnés de leurs femmes et enfants et dirigé par Jouhaïmane Al-Ouataïbi investit le plus saint des lieux de culte de l'islam, la Grande Mosquée de La Mecque. Parmi les insurgés figurait Mohammed Bin Abdallah Al-Kahtani que ses compagnons tenaient pour le légendaire Mahdi, " l'homme qui doit faire régner la justice sur la terre et nettoyer le pays de la corruption ". Au jour choisi, le roi Khaled devait venir prier à la Grande Mosquée où l'on espérait le prendre en otage.

Cet événement inouï fit trembler le trône des Saoud sur ses bases. Le prince héritier Fahd participait à une réunion arabe à Tunis et le prince Abdallah, commandant de la Garde Nationale, se trouvait également à l'étranger. Les puissants haut-parleurs destinés à répandre les prônes des oulémas et à appeler à la prière se mirent soudain à déverser des flots d'invectives sur les Saoud, leur corruption et leur impiété, et à clamer la nécessité d'un retour à la pureté de l'islam.

Trois ans plus tôt, Jouhaïmane avait invité le peuple à s'opposer au " pouvoir illégitime " des Saoud. Ses partisans condamnaient les banques qui prêtent à intérêts contrairement à l'interdit coranique, et ils maculaient d'encre noire les portraits des rois d'Arabie figurant sur les billets. Ils faisaient valoir que toute représentation d'une créature ayant une âme est proscrite par la charia et qu'en outre la population risquait de vénérer ces images en lieu et place d'Allah. De même, le meneur de la rébellion avait condamné ses compatriotes qui, dans l'administration, l'armée et la police, se mettaient au service du pouvoir, et il exigeait l'interdiction de la radio-télévision car les ondes diffusaient des images ou des voix de femmes ainsi que le mode de vie corrompu des Occidentaux. Enfin, au lieu de lancer le djihad contre les Etats mécréants, l'Arabie recevait leurs ambassadeurs, envoyait des représentants dans leurs capitales et hébergeait leurs expatriés pour qu'ils enseignent aux musulmans des disciplines non islamiques.

Devant ce prodigieux défi, tout indique que le roi Khaled fut pris de panique. Aéroports fermés et communications avec l'étranger interrompues, il convoqua les oulémas et leur demanda une fatwa autorisant l'armée à prendre d'assaut la Grande Mosquée. Les militaires auraient exigé pour agir que la fatwa fût édictée par l'imam Bin Baz, plus haute autorité wahhabite, en personne. Celui-ci aurait proposé en vain au souverain d'engager un dialogue avec les rebelles pour les convaincre de renoncer à leur opération⁷. Au sixième jour de l'occupation, les militaires ne manifestant nulle envie d'intervenir dans le lieu saint où pouvaient se trouver certains de leurs parents, le ministre de la Défense en personne serait venu les haranguer, mais ses subordonnés auraient maintenu leurs exigences d'une fatwa de Bin Baz. Passant enfin à l'offensive, ils subirent de lourdes pertes dans l'immense sous-sol de l'édifice. Sans doute sur le conseil des Américains, Riyad fit appel à des troupes d'élites jordaniennes sans beaucoup plus de résultats ; en désespoir de cause, elle se tourna vers la France. Une unité du GIGN commandée par le capitaine Barril parvint à pénétrer dans la mosquée et, aux premières heures du 5 décembre, à obtenir la reddition des insurgés. Le Mahdi fut tué dans les combats. Au préalable, les gendarmes de la puissance mécréante à qui l'islam interdisait de fouler le sol d'un lieu aussi saint, s'étaient prêtés à une brève cérémonie de " conversion ".

Trente-cinq jours plus tard, soixante-trois rebelles furent décapités au sabre sur les grandes places de huit villes différentes du royaume. Le communiqué annonçant leur exécution ne faisait état d'aucun jugement de première instance ni d'appel. La famille royale avait voulu éviter que l'affaire fût portée devant les tribunaux et étalât aux yeux de tous la contradiction fondamentale entre l'idéologie et la pratique du pouvoir. Un opposant islamiste, Mohammed Al-Missaari, remarqua que le communiqué, contrairement à la tradition, évitait de mentionner le patronyme complet de Jouhaïmane qui eût souligné son appartenance à la plus grande tribu du Nadj, celle des Outaïba. Le régime avait d'abord tenté de présenter les rebelles comme des déséquilibrés en déniaient à l'affaire la moindre portée politique ou religieuse.

Tout le parcours de Jouhaïmane prouve le contraire. Authentique wahhabite, parfaitement fidèle à sa doctrine, il avait servi dans la Garde nationale et été disciple de Bin Baz qu'il connaissait personnellement, à l'université islamique que l'imam

⁷ Selon Aïman Yassini, *la religion et l'Etat en Arabie Saoudite*, Diffusion Mabdouli, Le Caire, 1982.

avait d'abord installée en 1960 dans un palais de Médine mis à sa disposition par le souverain. Autour de lui s'était constituée une da'awa, sorte de groupement missionnaire qui se proposait de répandre l'enseignement religieux dans tout le pays. Le régime avait donné sa bénédiction à cette pieuse ambition. Jouhaïmane avait soumis les sept fascicules de ses écrits au Grand Mufti qui les avait approuvés à une réserve près : il convenait d'étendre les critiques adressées au régime saoudien à tous les autres pays islamiques de la terre. Enfin, pour préparer son opération, Jouhaïmane avait bénéficié de l'aide de généreux donateurs, et certaines de ses armes provenaient de l'armée régulière, la plupart des autres ayant été acquises sur le florissant marché noir du Yémen.

En 1976, Riyad avait commencé à s'inquiéter des excès de zèle du futur insurgé. Il avait demandé à Bin Baz de le faire rentrer dans le rang, mais il fallait pour cela une fatwa que les oulémas refusèrent d'édicter. Un débat s'ouvrit et Jouhaïmane y prit l'avantage : face à son wahhabisme sans concession, les oulémas ne surent avancer qu'un curieux argument : la corruption dont il accusait les Saoud était très répandue dans les Etats islamiques. Ils firent aussi valoir que les prêts bancaires à intérêts étaient tolérables faute d'une solution alternative. La charia étant explicite, ils ne parvinrent pas à réfuter le refus des portraits des Saoud figurant sur les billets de banque. Dans l'une de ses dernières lettres, Jouhaïmane a mis le doigt sur la contradiction majeure de l'Arabie : " Bin Baz est l'un des piliers du régime mais il est traité comme un fonctionnaire de l'administration qu'ils (les Saoud) trompent en l'appelant hypocritement " notre père " ou " notre cheikh ". Ils puisent dans sa science ce qui leur convient et rejettent ce qu'ils désapprouvent. Et le pire, c'est que Bin Baz le sait parfaitement "⁸.

Le pouvoir lança une contre-offensive en plusieurs directions. Il ordonna aux oulémas d'insister dans leurs prêches sur le rôle des Saoud au service de l'islam, sur leurs succès, sur le fait qu'ils faisaient appliquer la charia, protégeaient les Lieux saints et avaient assuré la prospérité du pays. Les religieux devaient dire et répéter que l'islam rejetait l'extrémisme. Le gouvernement fit quelques concessions aux wahhabites intolérants en durcissant la législation sur l'emploi des femmes. Enfin, il augmenta le salaire des oulémas et il fit construire 247 nouvelles mosquées. Parallèlement, le pouvoir chercha à se concilier les citoyens " libéraux " qu'on

⁸ Mohammed Al-Missaari, op.cit., p 143.

qualifie en Arabie saoudite de " laïques ", terme pratiquement synonyme d'athées. Il promit une constitution et un conseil consultatif et, en 1980, le roi Khaled ordonna au ministre de l'Intérieur de mettre en forme un projet de loi à ce propos. La presse saoudienne fut invitée à en débattre et à présenter la réforme comme conforme à la tradition islamique. Toutefois, cette constitution ne vit pas plus le jour que celle qu'en 1962 le prince héritier Fayçal avait annoncé.

La sanglante alerte de La Mecque avait fait mesurer au régime l'ampleur du malaise entre les deux partenaires du pacte fondateur. La dynastie se sentait directement menacée par la révolution des mollahs et la volonté de l'Iran d'exporter son islamisme militant en prenant appui sur les minorités chiites de la péninsule arabique.

B. LE PIEGE AFGHAN

Moins de trois semaines après la répression de la révolte de La Mecque, l'armée soviétique envahit l'Afghanistan. Vu d'Arabie, l'événement était une agression des athées contre un peuple islamique. Le djihad s'imposait donc de toute évidence. En outre, l'affaire offrait au régime l'occasion de prouver qu'il restait fidèle aux valeurs dont il se réclamait. En s'engageant dans le soutien des moudjahidine afghans comme elle l'avait fait pour les Palestiniens luttant contre Israël, l'Arabie faisait d'une pierre deux coups : elle démontrait à la masse populaire qu'elle restait fidèle au wahhabisme en volant au secours des musulmans où qu'ils se trouvent ; elle consolidait sa position face à l'autre islamisme conquérant qui venait de triompher en Iran. En outre, elle donnait satisfaction à la stratégie américaine dans son désir de piéger l'Armée rouge par alliés interposés et de venger ainsi la défaite subie au Vietnam. Washington allait soutenir, armer, financer l'armée islamiste internationale dont les membres furent qualifiés par la presse américaine jusqu'à la victoire de 1989 de " combattants de la liberté ".

Tous les alliés arabes des Etats-Unis furent mis à contribution, et Riyad fut au premier rang de l'envoi de prédicateurs et de moudjahidine. En dehors de l'important financement officiel, la société saoudienne tout entière se mobilisa. Les princes patronnèrent des collectes de fonds dans les mosquées, les écoles et sur les

marchés, sous le slogan : " versez un riyal pour sauver un afghan⁹ ", qui prenait la place du précédent : " versez un riyal pour sauver un moudjahid arabe en Palestine ". Le pays avait les moyens de cette politique. Au début des années 80, les recettes pétrolières connaissaient une expansion prodigieuse, passant de 65 milliards de dollars en 1979 à 135 milliards en 1981. Riyad offrit des billets d'avion au quart de leur prix à tout combattant voulant gagner l'Afghanistan via les bases que les services secrets saoudiens installaient au Pakistan. Les oulémas saoudiens, Abdelaziz Bin Baz le premier, reprirent une fatwa du cheikh palestinien Abdallah Azzam selon laquelle le djihad était " une obligation impérieuse et non facultative " et dispensant, de ce fait, les mineurs de l'accord de leur parents pour s'engager dans le combat.

Cet enthousiasme belliqueux regroupait certes la population saoudienne autour du régime, mais il présentait pour celui-ci un sérieux danger. Une fois sur le terrain de leur djihad, les moudjahidine saoudiens, le plus souvent très jeunes, affirmèrent leur autonomie. Ils pouvaient enfin tirer toutes les conséquences de cette doctrine wahhabite qu'on leur avait enseignée mais qu'on leur interdisait d'appliquer pleinement dans leur propre pays. Ils éprouvaient un vif sentiment de puissance, grisés par la liberté et se prenaient pour des muftis avertis.

Les nouveaux ikhwan, dans leur immaturité politique et leur vision manichéenne du monde, s'engagèrent sur le chemin de la rébellion, comme leurs prédécesseurs au début du XXème siècle. Ils devinrent de plus en plus critique à l'égard de la dynastie des Saoud, n'hésitant pas à la comparer au pouvoir communiste qu'ils combattaient. A leurs yeux, l'Arabie pro-américaine ne valait guère mieux que l'Afghanistan pro-soviétique. S'alarmant de cette radicalisation, Riyad tenta d'abord d'isoler ses ressortissants des autres Arabes en créant un *beit el-saoudiyine* géré et contrôlé par ses services de renseignements. Mais cette " maison des Saoudiens " va très vite leur échapper pour être prise en main par l'ancien professeur à la faculté islamique d'Islamabad Abdallah Azzam et par un personnage qui deviendrait un jour célèbre, Oussama Bin Laden. Le loup était dans la bergerie.

Les moudjahidine saoudiens ne furent en rien inférieurs aux autres combattants islamiques et ils s'illustrèrent notamment à la bataille de Jaji en 1986. Leur principale base était surnommée " la tanière des lions ". Pourtant, les jeunes qui

⁹ Un euro vaut environ 3,70 riyals.

rentraient au pays en fin de séjour ou pour une permission étaient fouillés systématiquement dans les aéroports par une police en quête d'écrits subversifs. On jetait en prison ceux qui disaient publiquement que les Saoud ne gouvernaient pas selon la loi islamique et que les " oulémas du Trône " trahissaient l'héritage d'Abdelwahab. La rancœur de ceux qu'on appelait " les Afghans " ne faisait que croître. Dans tout le monde arabe, il en était de même, et dans leurs pays d'origine, Algérie, Egypte, Libye et même Philippines, les anciens moudjahidine devenaient le ferment d'une agitation intégriste et dénonçaient la corruption des régimes en place. Après la mort, en 1989, de leur guide spirituel Abdallah Azzam et de ses deux fils dans un attentat à la voiture piégée, beaucoup de cadres et d'intellectuels de la mouvance dite des " Arabes afghans " s'installèrent à Londres où ils purent bénéficier d'une exceptionnelle liberté d'expression et d'action. Ce fut le cas du syrien Abou Messab, du Palestinien Abou Katada et de l'Egyptien Abou Hamza, grand mutilé de guerre d'Afghanistan. De la capitale anglaise, ils lancèrent leurs publications qui sont autant de brûlots contre les régimes arabes modérés et l'Occident. Après le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, les religieux islamistes de Londres multiplièrent les fatwas les plus étranges, autorisant par exemple la falsification des factures d'électricité et de téléphone ou le vol dans les commerces appartenant aux mécréants chrétiens et juifs. Toutefois, le vol au détriment de l'employeur reste interdit, sauf si l'employé s'est fait embaucher à cette seule fin. Admirable casuistique !

Il est à noter également que l'arrivée en masse des GI's en terre d'islam en 1991 a été un véritable traumatisme culturel. L'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein en 1990 ne pouvait pas laisser sans réaction une Arabie Saoudite directement menacée. Elle ne fit qu'aggraver les contradictions internes du régime. En effet, pour les wahhabites, un Etat islamique ne pouvait en aucun cas s'allier à un Etat "mécréant" contre un autre Etat islamique. Or, la monarchie en péril appela les Américains à faire stationner des troupes considérables dans le pays où les infidèles n'avaient pas le droit de pénétrer. On connaît la suite.....

III. AUJOURD'HUI : UNE SITUATION INTENABLE A TERME

Les trois piliers de la stabilité de l'Arabie saoudite depuis la dernière guerre mondiale : dynastie des Saoud, idéologie wahhabite et alliance américaine ont été si profondément ébranlés par les attentats du 11 septembre que la face du monde en est changée pour longtemps. Le fonctionnement du système était simple : en contrepartie de la protection de la superpuissance américaine, l'Arabie assurait la sécurité de l'approvisionnement pétrolier de l'Occident. Elle réinvestissait ses pétrodollars, soit dans des commandes d'armes, soit dans des achats d'usines clés en main ou des placements financiers aux Etats-Unis et en Europe. Le wahhabisme intolérant et xénophobe qui était l'assise intérieure du régime bénéficiait des dollars de la rente et feignait de fermer les yeux sur cette compromission. Il bénissait la lutte contre le marxisme athée qui provoqua la déroute de l'URSS en Afghanistan et hâta sa chute.

Le trépied saoudien a été ébranlé lorsque, l'URSS défaite, les Américains n'ont plus prêté la même attention à leurs alliés. Il a été renversé lorsque la guerre du Golfe en 1991 a fait débarquer sur le sol sacré du Prophète un demi-million de GI's.

Le maintien de cette armée de mécréants faisait éclater la contradiction d'un système dont l'idéologie était à l'exact opposé de la praxis. Obsédés par l'Iran et le Hezbollah chiite, les Américains n'ont pas cru un instant que la doctrine de leur allié allait se retourner contre eux. Washington a adopté la politique de l'autruche tout au long des années 90 : la CIA n'aurait pas été autorisée à produire des notes d'évaluation stratégique relative au développement de l'islamisme en Arabie afin qu'aucune fuite ne transpire devant le Congrès ni dans la presse sur l'ampleur de la contestation du régime¹⁰. Les commandos de l'islamisme militant ont commencé à attaquer leurs cantonnements, leurs intérêts, et jusqu'à un navire de guerre des Etats-Unis. Leur ancien " allié objectif " en Afghanistan, Oussama Bin Laden, devenu leur pire ennemi, leur a assené le 11 septembre 2001 le coup le plus terrible de leur histoire depuis Pearl Harbor.

Certes, ce coup ne venait pas de l'Arabie Saoudite " officielle " qui s'est hâtée de le condamner en soulignant que Bin Laden est depuis longtemps déchu de sa nationalité. Toutefois, comment imaginer désormais que le pays qui a fourni leur doctrine, l'essentiel de leur financement et le gros de leurs effectifs aux kamikazes

¹⁰ Robert BAYER, La chute de la CIA, éd. J.-C. Lattès, Paris, 2002.

du raid contre New-York et Washington puisse demeurer l'allié régional numéro un des Etats-Unis ? Ceux-ci ont demandé à Riyad non seulement de désavouer les tueurs -c'est fait- mais de combattre et réfuter leur idéologie meurtrière. Or cela apparaît difficilement possible. L'Arabie ne saurait renier l'islam belliqueux et xénophobe qu'elle pratique depuis neuf générations et sur lequel elle s'est bâtie.

A. LA VOIE DISSONNANTE DES OULEMAS

Le climat ne cesse de s'alourdir en Arabie et l'ensemble de l'opinion est de plus en plus hostile aux " mécréants " de Washington. Divers épisodes récents ont excité la fureur des Saoudiens. Révoltés par le traitement des détenus de Guantanamo dont les parents sont entourés d'un soutien massif, ils se sont sentis outragés par la convocation à Riyad, par des enquêteurs américains, de l'ancien secrétaire général de la Ligue islamique mondiale et de quelques autres personnalités devant être entendues sur le financement des organisations accusées de terrorisme.

De nombreux oulémas prêchent ouvertement le djihad ; plusieurs d'entre eux ont démissionné pour protester contre la censure que le pouvoir voulait imposer à leurs prêches. Sans autorisation du gouvernement, les intérêts américains sont activement boycottés. Selon les islamistes, la Banque saoudo-américaine a subi le retrait de six cent millions de dollars de dépôts, et les échanges entre les deux pays ont baissé de 35 à 40%.

Les admirateurs de Bin Laden persistent et signent, bravant l'autorité d'un gouvernement qui se garde bien d'engager un bras de fer perdu d'avance.

Qui gouverne vraiment l'Arabie ? En février 2002, un vif débat a opposé la dynastie aux oulémas. Le secrétaire général de la Ligue islamique mondiale et membre du Comité des grands oulémas saoudiens avait, à l'occasion d'une rencontre avec le prince Abdallah, désigné ses pairs comme " les dirigeants du pays ". Le prince Al-Fayçal avait protesté avec vigueur, rappelant que le dernier mot en matière politique revient à la dynastie régnante et que les oulémas doivent s'en tenir à leur rôle de conseillers.

Le mois suivant, à la veille de la rencontre du prince Abdallah et du président Bush, les oulémas d'Arabie les plus proches de Bin Laden ont rappelé leur puissance. L'imam de la grande mosquée de La Mecque, Abdelrahmane Al-Soudaïs, prononça

un discours radio-télévisé dans lequel il qualifia les Juifs de " singes, porcs, traîtres et assassins de prophètes " et exigea que le prince héritier retirât son plan de paix avec Israël. L'agence de presse officielle relayait la campagne dans toute sa virulence et elle fut reprise dans toutes les villes d'Arabie alors que le prince héritier se trouvait à Casablanca en instance de départ pour les Etats-Unis. De toute évidence, les frères d'Abdallah avaient tenu à faire connaître avec éclat leur désapprobation. Divisée, la famille royale faisait parvenir à Washington deux messages contradictoires. A la fin juin, huit oulémas publièrent un communiqué taxant l'initiative du prince Abdallah de " trahison " et proclamant que toute réconciliation avec Israël était nulle et non avenue. Ils approuvèrent les opérations suicides des " martyrs palestiniens " et appelèrent au boycottage des intérêts d'Israël et des Etats-Unis partout dans le monde. En dépit de plusieurs centaines d'arrestations, des manifestations éclatèrent à Djedda, Khodar et Sekaka.

Le 11 juillet 2002, une émission télévisée sur la chaîne arabe très regardée Al-Jazeera et rassemblant trois imams a démontré que l'opinion publique était chauffée à blanc. Le cheikh Mohsin Al-Awaji, qui ne passe pas pour un exalté, a présenté les idées du " Forum du Centre " qu'il préside. Ce modéré s'est livré à un festival d'extrémisme. Il a sommé le gouvernement royal de " choisir entre participer à l'alliance internationale contre le terrorisme et se rapprocher du peuple saoudien pour faire face aux Etats-Unis (...) car le royaume a été fondé sur la religion et ni les citoyens ni ceux qui les gouvernent n'ont le droit d'en changer ". Prononcés un an auparavant, ces propos auraient valu à leur auteur plusieurs années de prison ! Invité à donner son avis sur Bin Laden, il n'a pas tari d'éloges en vantant son " éloignement du luxe et du confort " et en le présentant comme un homme d'honneur qui avait déjà montré son abnégation, notamment lors de son combat contre les Russes en Afghanistan. A la fin de l'émission, Al-Awaji a considéré que ses propos exprimaient le courant centriste et modéré de l'Arabie et que les radicaux les tenaient pour des mous. Il a conclu : " à cause de la stupide politique américaine, la Péninsule vit sur un baril de poudre ".

Le collectif a été critiqué avec véhémence par des muftis saoudiens, encore plus radicaux, pour n'avoir pas rappelé dans leur réplique le devoir de djihad qui incombe à tout musulman.

B. DES OFFICIELS SAOUDIENS EMBARRASSES

Avant même le 11 septembre, du fait des premiers " exploits " de Bin Laden, l'Arabie était en fâcheuse posture à l'égard de son protecteur américain. Certes, le régime de Riyad avait pris ses distances avec le terrorisme qu'il avait déchu de sa nationalité. Le doyen de la famille, Bakr Bin Laden, avait publié dans la presse saoudienne un communiqué dans lequel il reniait son jeune frère Oussama et assurait que celui-ci ne bénéficiait d'aucune retombée financière des travaux que l'entreprise familiale réalisait en Arabie. Mais la méfiance des Etats-Unis subsistait et leur attitude envers Israël contribuait à élargir le fossé entre les deux pays.

Au lendemain des attentats, le régime saoudien, tremblant sur ses bases et très inquiet de la réaction américaine, chercha à amadouer Washington. L'Arabie, l'un des trois pays du monde à les reconnaître, rompit avec les talibans afghans au terme d'un débat de deux semaines au sein de la famille royale. En outre, elle s'engagea à produire plus de pétrole et à faire baisser les prix pour éviter une récession économique mondiale. Le ministre saoudien du pétrole, Ali Al-Nouaïmi, dit et répéta que l'or noir ne serait plus jamais utilisé comme une arme politique.

Toutefois, pour ne pas passer pour un instrument entre les mains de Washington, le gouvernement royal refusa que des avions basés chez lui bombardent un pays islamique, l'Afghanistan, et invoqua des difficultés financières pour ne pas participer au financement de la lutte contre le terrorisme international. La base Prince-Sultan-du Kharj, à quatre vingt kilomètres au sud de Riyad, n'en fut pas moins transformée en PC régional des forces américaines et, il est fort probable qu'elle a, en toute discrétion, relayé la base de Tampa en Floride pour diriger la grande traque. Au demeurant, l'Arabie ne sait pas grand chose de ce qui se passe sur les bases américaines.

Hors d'état de poursuivre plus longtemps son savant équilibre entre le soutien des religieux et la protection américaine, le régime saoudien sait qu'il n'a pas la moindre chance de modifier l'esprit public. Une société formée pendant plus de deux siècles et demi à mener une vie rythmée par le calendrier et réglée par les minutieuses consignes des religieux ne changera ni d'opinion ni d'habitude par un simple décret publié dans le journal officiel. Il semble absurde d'imaginer que, pour complaire aux impies, les Saoudiens pourraient adopter une interprétation plus " acceptable " du Coran. Aux demandes américaines de modification de programmes scolaires, le

prince Abdelaziz a répondu " est-il concevable que nous changions les versets du Coran que nous enseignons à nos écoliers pour faire plaisir aux Etats-Unis ? "

Les officiels saoudiens font valoir qu'ils ont tenté très tôt d'empêcher Bin Laden de nuire. Le plus illustre des " Afghans arabes ", rentrant d'Afghanistan en 1989, s'est en effet vu retirer son passeport, et il ne lui a été restitué que deux ans plus tard avec la mention " bon pour un seul voyage ". Par la suite, il fut déchu de sa nationalité, et quand sa responsabilité dans les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam fut établie, les autorités demandèrent son extradition aux talibans afghans, lesquels ont refusé.

Les Saoudiens ne cessent d'expliquer à Washington qu'ils ont retiré sa nationalité au rebelle dès 1994, et que, à vouloir forcer la main aux oulémas et à l'opinion publique, ils risquaient de provoquer une révolution à l'iranienne. Dialogue de sourd. Ce que veut l'Amérique, c'est " mort ou vif " l'homme qui a juré de la conduire en enfer.

La diplomatie saoudienne déploie des trésors de dialectique pour prouver que le wahhabisme n'est pas aussi redoutable qu'on veut bien le prétendre. Le président de la ligue islamiste mondiale a sillonné l'Europe et les Etats-Unis pour présenter les héritiers du Réformateur comme les représentants de l'orthodoxie sunnite, laquelle n'a rien d'extrémiste et prône l'amitié entre les peuples. Il rappelle ainsi que les lointains inspireurs du wahhabisme, aussi bien Ibn Hambal qu'Ibn Taïmina, ont professé la soumission au pouvoir. Il a appelé à chercher l'origine de la violence islamiste dans l'idéologie véhiculée par les écrits de Sayed Koutb, " le frère musulman condamné à mort par Nasser sous prétexte d'un complot contre son régime ". Pour lui, Al-Qaïda est une élucubration personnelle d'Oussama Bin Laden, esprit égaré par un quart de siècle passé au cœur de la violence afghane. Si quinze des kamikazes étaient saoudiens, cela tient uniquement au fait que ceux-ci obtenaient avec une plus grande facilité des visas pour les Etats-Unis.

Une autre " légende " est celle de la proximité idéologique entre les wahhabites et les talibans. Ceux-ci doivent être rattachés à une école de pensée du sous-continent indien encouragée par le Pakistan. Personne ne pouvait faire bon accueil dans le monde islamique à des gens qui privent les femmes de leur droit à l'enseignement.

Le divorce saoudo-américain apparaît inéluctable. Ce mariage d'argent n'a d'ailleurs jamais reposé sur la moindre valeur commune. Il y a eu, dans les bonnes années, jusqu'à vingt mille étudiants saoudiens aux Etats-Unis sans que, rentrés chez eux, ils

aient importé le moindre élément du modèle démocratique. Dans son rapport de 2001 sur " les Droits de l'homme en Arabie Saoudite ", le Département d'Etat relevait une longue série de violations : " les autorités maltraitent les détenus, nationaux comme étrangers. Le recours à la torture est fréquent pour obtenir des aveux : coup de bâton, suspension par les menottes et menaces envers la famille. Les crimes sont punis par la flagellation, l'amputation, la décapitation et la lapidation (...) Les moutawa'a ont généralement toute latitude pour intimider et conduire au poste de police toute personne accusée d'avoir contrevenu à la loi islamique (...). La liberté de religion n'existe pas. La minorité chiite (900.000 sur 15 millions de citoyens) fait l'objet d'une discrimination politique, sociale et économique (...). Il n'existe pas d'institutions démocratiques, et seuls quelques membres de la famille régnante ont droit au chapitre ".

Edifiée par ce séduisant tableau, l'opinion publique américaine retient seulement que Bin Laden et le gros de ses troupes provenaient de la péninsule. Au lendemain du 11 septembre, l'ambassadeur d'Arabie à Washington a réuni et rapatrié par avion spécial vingt-six membres de la famille, frères et neveux d'Oussama. Les Américains aimeraient rompre tout rapport avec un allié perfide. Une rupture entre les Etats-Unis et l'Arabie poserait toutefois deux problèmes, l'un psychologique et l'autre économique, lié au fait que l'Arabie est le premier exportateur de pétrole au monde et dispose du quart des réserves mondiales. La rupture consacrerait le triomphe de Bin Laden, dont l'objectif proclamé est de chasser les impies du sol sacré. Ce serait donc une lourde défaite morale pour l'Amérique. Elle dut naguère se retirer piteusement du Liban et de Somalie. En Iran, ses diplomates furent détenus pendant quatre cents quarante-quatre jours et la tentative lancée pour les libérer fut un échec lamentable. Après la blessure du 11 septembre, un retrait d'Arabie serait une intolérable humiliation. Les Etats-Unis sont contraints, du moins à court et moyen termes, de maintenir une relation contre nature qui les lie à Riyad.

C. UNE SOLUTION AMERICAINE : DISSOCIER PETROLE ET ISLAM

1. L'ENJEU DU HASSA'A

Après l'embargo pétrolier de 1973 décrété sur initiative du roi Fayçal, l'ancien secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, a mis à l'étude une option stratégique pour assurer l'écoulement ininterrompu de l'or noir. Il s'agissait de dissocier deux ingrédients explosifs : le pétrole et l'islam combatif. Plus que jamais, cette hypothèse semble d'actualité. Et ce, pour que l'Arabie ne puisse plus consacrer des sommes gigantesques à l'entretien et l'exportation de sa redoutable idéologie. En effet, si le roi Abdelaziz avait su tenir ses ikhwan et les décimer quand ils avaient dépassé les bornes, ses successeurs de fils ne semblent pas à la hauteur du défi. Ils se laissent déborder par les wahhabites qui contrôlent plus que jamais la société et tolèrent qu'un djihad planétaire soit prêché et financé à partir de la péninsule.

Les islamistes saoudiens se rappellent que les ambassadeurs américains qui se sont succédé à Riyad avaient, dans les années 70 et 80, multiplié les visites à la communauté chiite du Hassa'a, majoritairement sur la côte Est, là où se concentrent les gisements de pétrole. Tout au long de l'histoire, les chiites ont été régulièrement massacrés par les wahhabites et sommé d'abandonner leur foi pour se convertir au "vrai islam". La dernière vague de répression qui les a frappés est intervenue au lendemain de la Révolution khomeiniste de 1979.

Lors de leurs déplacements, les diplomates américains interrogeaient les notables chiites sur leurs problèmes avec le gouvernement central et sur leurs aspirations. Ils se montraient très critique vis à vis de la brutalité de la répression de la Garde nationale et du manque de liberté de culte dont ils étaient victimes. Mais pas une ligne ne détaillaient les traitements dégradants de la minorité chiite en Arabie dans le rapport annuel sur les Droits de l'homme dans le monde que publie le Département d'Etat. Riyad était un précieux allié dont il convenait de protéger l'image.

Aujourd'hui, les islamistes qui sont au contact des réalités internationales redoutent un scénario dans lequel le plan attribué à Kissinger serait mis à l'œuvre : une nouvelle contestation chiite serait violemment réprimée par la Garde nationale, dont c'est la spécialité à travers l'Histoire. Au traditionnel silence américain se substituerait alors une dénonciation des "atteintes intolérables aux Droits de l'homme". Le droit d'ingérence humanitaire obligerait à prendre des mesures pour protéger une minorité du massacre. Cette intervention, éventuellement unilatérale,

aurait pour conséquence de dissocier géographiquement la région pétrolifère du reste du royaume. Une barrière géologique nord-sud, située à quelques soixante kilomètres à l'est de Riyad pourrait constituer une nouvelle frontière entre le wahhabisme et le pétrodollar. L'armée américaine y dispose de deux points d'appuis majeurs : les bases gigantesques de Dahrane-Khobar et de Hafr Al-Baten.

On peut penser que la mise en place de ce plan provoquerait un certain désordre régional et soulèverait des protestations formelles des pays arabes etd'autres. Mais tout pourrait rentrer dans l'ordre dès lors que Washington pourrait annoncer que les recettes du pétrole saoudien contribueraient désormais au développement de tous les pays de la région.

2. LES AUTRES ALTERNATIVES STRATEGIQUES

Autre hypothèse qui n'est pas en contradiction avec la première, le tarissement de la recette pétrolière du gouvernement central pourrait priver l'Arabie de ses moyens d'action extérieurs. Or, les Américains envisagent de lui substituer d'autres sources d'approvisionnement. Les capacités en Russie, au Nigéria, au Kazakhstan, autour de la Caspienne et en Afrique de l'Ouest sont très prometteuses. Sur le plan politique, les chaleureuses poignées de main entre Poutine et Bush dégagent une alléchante odeur de pétrole ; la production russe a dépassé, en 2002, celle de l'Arabie. Les grandes compagnies pétrolières continuent à prospecter et découvrir des gisements ; plusieurs pays se feraient un plaisir de prendre la relève de l'Arabie, à commencer par l'Algérie, allié de substitution plus proche des marchés européen et américain.

A terme, si les Etats-Unis parviennent à installer à Bagdad une équipe stable et sans hostilité excessive à son encontre, il sera possible de tirer du riche sous-sol irakien entre six et dix millions de barils par jour¹¹.

D'autres hypothèses de travail examinées à Washington sont également inquiétantes pour le royaume wahhabite. Certains stratèges américains se souviennent que l'Arabie, unifiée au siècle dernier par la terreur, juxtapose quatre régions très différentes : outre le Hassa'a peuplé en majorité de chiites et où se trouvent les

¹¹ L'Irak, dont le sous-sol recèle les deuxièmes réserves mondiales, se substituerait alors à l'Arabie dans la stratégie régionale de Washington et au niveau de l'approvisionnement de l'Occident en pétrole. Mais la phase de "stabilisation" semble plus complexe que ne l'avait prévu l'administration américaine.

principaux gisements, le Nadj, berceau et cœur ardent du wahhabisme et des Saoud, le Hedjaz arraché aux Hachémites en 1925 et les provinces du sud-ouest conquises sur le Yémen à partir de 1926. Si les vieilles nostalgies ou soifs d'autonomie se réveillaient, ou si on les aidait de l'extérieur à renaître, Riyad aurait trop à faire sur le plan intérieur pour continuer à exporter l'idéologie du djihad planétaire.

3. UNE NEBULEUSE FINANCIERE MISE A JOUR

On dit couramment en Arabie que tous les hommes d'affaires financent le djihad de Bin Laden sauf son groupe familial et ses frères. Ce financement emprunte des circuits connus. La banque Dar Al-Mal Al-Islami, établie en Suisse depuis 1981, est dirigée par l'un des fils du roi Fayçal, Mohammed Bin Fayçal Bin Abdelaziz. Il faut y ajouter une galaxie d'institutions financières "islamiques" : Al-Shamal Islamic Bank, Tadamon Islamic Bank, la National Company of Development and Trade avec siège au Soudan, The Islamic Investment Company of the Gulf établie à Bahrein et bien d'autres..... Selon un rapport de l'OFAC (Office of Foreign Assets Control), les liens entre Oussama, le groupe familial Saudi Bin Laden Group, et des proches de la famille royale passent par ses établissements. Bin Laden peut aussi compter sur la "grande confiance des bienfaiteurs dont certains lui confiaient des dizaines de millions (de dollars) alors que les experts du terrorisme nous assurent que les opérations qu'ils qualifient de "terroristes" ne coûtent pas cher quand elles sont menées par des hommes de conviction et non des mercenaires"¹². Il est vrai que le coût du raid contre New-York et Washington est inférieur au prix d'un seul missile Tomahawk lancé contre l'Afghanistan ou l'Irak.

La dépendance du pays par rapport à l'or noir est évaluée à 80%, ce qui le rend extrêmement sensible aux fluctuations des prix. Leur forte baisse avait entraîné une phase de récession en 1998, et, après un net redressement, un nouveau fléchissement a été enregistré après le 11 septembre. Les recettes pétrolières sont néanmoins restées à un niveau élevé. Le cours moyen du baril de Brent, qui avait augmenté de 40% entre 1998 et 1999 et à nouveau de près de 60% l'année suivante, s'est

¹² Mohiy Abdelmonem, Bin Laden entre l'imaginatif et la réalité, éd. Al-Kitab Al-Hadith, Le Caire 2001.

finalement établi en 2001 à 24,4 dollars, niveau largement supérieur à celui atteint au cours des dix dernières années, exception faite de l'an 2000.

L'argent rentre donc toujours à flots dans les caisses, mais cette réalité ne doit pas dissimuler des problèmes qui pourraient donner très vite, la mauvaise volonté américaine aidant, de graves soucis aux financiers du djihad. En dépit de l'effort de redressement engagé depuis 1997 par le prince Abdallah, les faiblesses structurelles demeurent, outre la part excessive du secteur pétrolier : chômage élevé (autour de 30%) alors que cinquante mille jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi et que sept millions d'étrangers sont employés dans le pays ; un niveau trop faible de dépenses en capital ; une industrialisation limitée et un trop faible développement du secteur financier. En 2001, le royaume, en raison d'un dérapage des dépenses publiques de 20% par rapport au budget initial, a renoué avec le déficit budgétaire qui représente 4,1% du PIB "chiffre étonnamment élevé dans le contexte de cours du pétrole soutenu¹³". L'Arabie a entamé dès 1994 le rééchelonnement de ses dettes militaires contractées auprès des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Il est vrai que les dépenses militaires sont gigantesques : 3014 dollars par tête d'habitant contre 782 aux Etats-Unis, pour entretenir une armée suréquipée mais à la capacité opérationnelle plus que douteuse.

Le 4 juin 2002, le Conseil économique suprême a lancé un vaste programme de privatisation, mais son succès serait très problématique par vent contraire. Le secteur privé représente 40% du PIB et 89% de l'emploi, mais seulement 5 à 10% des travailleurs du privé sont des nationaux saoudiens¹⁴.

Alors que durant les dix-huit mois précédant les attentats, Riyad avait reçu neuf milliards de dollars d'investissement, plus un seul apporteur de capital étranger ne s'est manifesté depuis lors. La population n'a nullement l'impression de vivre dans un pays de Cocagne. Elle s'accroît rapidement, le taux de fécondité étant de 5,5 enfants par femme alors que la moyenne mondiale est de 2,5. Les deux-tiers des Saoudiens ont moins de vingt ans. ; s'ils ne sont pas princes, ils ne vivent pas sans soucis. Le salaire moyen des travailleurs étrangers - hors les domestiques – est d'environ cent cinquante euros par mois. L'Etat providence s'est fait beaucoup moins généreux. De 1983 à 2000, le budget saoudien a été en déficit constant.

¹³ Fiche de synthèse MINEFi-DREE/TRESOR du 15/06/2002.

¹⁴ Monde arabe Maghreb Machrek, Documentation française, n°174, oct.-dec. 2001, p 61.

L'endettement du secteur public représente environ 100% du PIB, et le revenu moyen par habitant est passé de 16.650 dollars il y a vingt ans à 6.500 aujourd'hui.

La rente pétrolière n'a pas suffisamment développé le pays. Elle a été et demeure essentiellement consacrée à soutenir les amis à l'extérieur, à amadouer les ennemis potentiels, à répandre l'idéologie wahhabite et.....à entretenir le fastueux train de vie de l'oligarchie princière. L'ambassadeur de Riyad à Washington, le prince Bandar Bin Sultan a reconnu au lendemain des attentats de septembre devant une chaîne américaine que, "si la famille royale avait touché 50 milliards de dollars en commission sur les 400 milliards de dollars qui ont servi au développement de l'Arabie, je vous dirai oui... Et alors ? Nous n'avons pas inventé la corruption". La logique de l'Etat rentier demeure "celle de la primauté de la répartition sur la production, de l'importation sur le développement de structures économiques nationales, de l'enrichissement sur le développement¹⁵".

¹⁵ Michel Chatelus in Monde arabe Maghreb Machreck, op.cit.

CONCLUSION : UN ENJEU PLANETAIRE

Traumatisée, l'Amérique a constaté que le coup terrible qu'elle a reçu avait échappé à la vigilance de ses services de renseignements. Elle, dont l'armée campait depuis onze ans en Arabie, aux sources même de la menace, n'avait rien su prévoir. Que cachent les multiples menaces de Bin Laden ? S'agit-il seulement d'une guerre d'usure psychologique ou dissimulent-elles la préparation de nouvelles attaques ? Le fugitif vit caché dans une tanière d'où il programme les attaques à venir ; il semble disposer d'un réseau dense de volontaires. Londres nous apprend que le seul nombre de ses ressortissants musulmans qui ont effectué un entraînement dans les camps de Bin Laden s'élève à quatre mille ! Combien parmi eux sont-ils candidats au "martyre" ? Allah seul le sait. Toutefois, du fond de sa grotte, Bin Laden continue à narguer l'Amérique et les démocraties occidentales sans avoir rien à perdre. En face, le monde est déstabilisé dans l'attente d'un futur attentat ou de l'annonce de l'élimination de celui qui a osé défier les Etats-Unis et de son réseau planétaire.

Or, le pire est peut-être à venir puisqu'on connaît à Bin Laden et aux siens le projet d'utiliser des armes non conventionnelles. Plusieurs organisations internationales, dont l'OMS, s'inquiètent de la perspective d'attaques chimiques. Les moyens d'y faire face ont été décidés : les législations occidentales, et d'abord celle des Etats-Unis, ont été revues et renforcées pour donner plus de pouvoir à la police afin de faciliter la lutte contre le terrorisme.

Du même coup, les libertés individuelles ont été restreintes, les interceptions des communications autorisées, la traque du blanchiment et le contrôle des transferts de fonds renforcés. L'extrême droite a vu grimper ses scores électoraux et à Séville en 2002, les Quinze se sont montrés résolus à combattre l'immigration clandestine. Mais si l'Occident se barricade de plus en plus, il risque de se transformer en citadelle assiégée, ce qui serait une évolution déplorable pour lui et pour le reste du monde. Or, il ne semble pas que les Etats-Unis soient le moins du monde disposés à faire leur examen de conscience, à porter un regard plus serein sur les causes chères aux musulmans. L'Europe mesure mieux les enjeux de la partie en cours, mais elle n'a ni la puissance ni la cohésion qui lui permettrait de se faire entendre.

Il apparaît peu crédible que les terroristes islamistes abandonnent leur combat contre "l'alliance judéo-croisée". Bin Laden l'a annoncé et s'il disparaît, il est plus que probable que ses successeurs tiendront sa parole : "si l'incitation au djihad contre les Juifs et les Américains est considérée comme un crime, que l'histoire témoigne que je suis un criminel. Notre devoir est d'inciter au djihad et nous l'avons fait par la grâce de Dieu" déclarait-il au Times en 1998. Les Etats-Unis ne sont pas les seuls visés. La France a perdu onze ingénieurs et techniciens de DCN à Karachi. A Islamabad, un attentat a ensanglanté une église, tuant la femme et la fille d'un diplomate occidental. Devant la synagogue de Djerba, vingt et une personnes, dont quatorze touristes allemands, ont été tués. En Algérie, les groupes islamistes armés ont multiplié les tueries. Le Maroc a également été frappé. Les entreprises occidentales en terre d'islam sont des cibles tentantes pour un terrorisme qui ne recule pas devant l'enlèvement ou l'assassinat de mécréants ; nous l'avons vu dans le cas du journaliste américain Daniel Pearl.

Le 11 septembre a des conséquences géostratégiques considérables. Il remodèle la politique américaine pour des années voire des décennies. Ainsi, le président Bush a renoncé à prendre, comme il le souhaitait initialement, ses distances à l'égard de l'interventionnisme pratiqué par son père puis par Bill Clinton. Un certain multilatéralisme de façade a fait son retour pour couvrir un unilatéralisme dans la gestion de l'ordre planétaire. Et il ne semble pas vraiment question de se dégager du borbier israélo-palestinien à l'aune d'une situation irakienne chaotique. Comme l'agression japonaise provoqua la fin de l'isolationnisme, celle de Bin Laden justifie une implication plus résolue des Etats-Unis dans les affaires du monde au nom de la légitime défense, de la sauvegarde de leur sécurité et de leurs intérêts supérieurs.

Pour faire face à ce nouveau péril, l'OTAN s'est nettement rapprochée de la Russie, de l'Inde et même de la Chine car celle-ci juge que le triomphe de l'islamisme pourrait réveiller les revendications des musulmans turkmènes, et elle n'a pas réagi au déploiement de forces américaines à proximité de ses frontières occidentales.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'expansionnisme soviétique avait suscité la doctrine de l'endiguement (containment) qui devait rester le fondement de la politique étrangère de Washington jusqu'à 1989 et la chute du mur de Berlin. L'après 11 septembre l'engage dans la recherche d'une alliance planétaire à géométrie variable destinée cette fois à contenir un "arc islamique" qui s'étend de la Mauritanie aux confins chinois. Bien que tous les Etats peuplés de musulmans ne

soient pas hostiles aux Etats-Unis -il s'en faut de beaucoup- Al-Quaïda peut disposer de bases logistiques dans cet "arc islamique" et il n'est pas impossible que ses amis prennent le pouvoir dans un ou plusieurs pays à la faveur des crises qui s'y succèdent et du mécontentement populaire qui y règne.

Qu'elle soit ou non menée par Bin Laden en personne, une guerre d'usure planétaire, jalonnée d'attentats et de déclarations menaçantes, a commencé. Elle a déjà pour effet de mobiliser les ressources du monde occidental et de l'obliger à demeurer constamment sur le qui-vive pour n'être plus pris au dépourvu. Il ne se passe plus de jour sans alerte, sans mise en garde contre la "bombe sale", l'arme chimique ou bactériologique, le camion piégé, le suicide meurtrier. Tout est cible potentielle : les centrales nucléaires, les ponts, les ports et aéroports, les métros, les tunnels, les ambassades et édifices publics.

La menace est multiforme et omniprésente. Elle ne disparaîtra que si plusieurs conditions sont remplies. Il y faut d'abord la fermeté des démocraties qui refusent les lâches compromissions avec les "Etats voyous" qui hébergent, financent ou instrumentalisent les organisations terroristes. Elles devront engager des moyens à la mesure du défi, assécher les ressources financières du terrorisme, mais aussi et peut-être surtout désarmer idéologiquement le wahhabisme et ses variantes islamistes agressives et intolérantes.

Les peuples musulmans abordent le XXI^e siècle dans le malaise, la violence et l'humiliation. Or, une victoire sur l'islamisme guerrier exige la coopération, la bonne foi et le courage des Etats et des opinions arabes et islamiques qui décideraient de prendre leurs distances à l'égard d'une dangereuse caricature de religion. Ils doivent démontrer que le wahhabisme et ses variantes ne représentent pas l'orthodoxie islamique et qu'il vaut mieux pour la compréhension et la coopération des cultures s'appuyer sur les versets les plus tolérants du Coran au lieu de s'engager dans un éternel djihad qui, à n'en pas douter, entraîne l'humanité au "choc des civilisations". L'occident doit aussi faire son examen de conscience, se conduire de façon plus juste et offrir à ses partenaires arabes et musulmans des raisons de ne plus voir en lui un ennemi à exécrer ou à abattre.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELMONEM Mohïy, Bin Laden entre l'imagination et la réalité, éd. Al-Kitab Al-Hadith, Le Caire 2001.

BAYER Robert, La chute de la CIA, éd. J.-C. Lattès, Paris, 2002.

FOULQUIER Jean-Michel, L'Arabie Saoudite, la dictature protégée, Albin Michel, Paris 1995.

GRESH & D. VIDAL, Les 100 portes du Proche Orient, L'atelier, Paris 1996.

LACOSTE Yves, Dictionnaire de géopolitique, Flammarion, Paris 1995.

MENORET Pascal, L'énigme saoudienne : les saoudiens et le monde 1744 – 2003, éd la Découverte, Paris 2003.

YASSINI Aïman, La religion et l'Etat en Arabie Saoudite, Diffusion Mabdouli, Le Caire, 1982.

L'ETAT DU MONDE 2003.